

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si le Conseil de sécurité des Nations Unies décidait de boycotter également l'Ouganda, nous serions là pour l'appuyer.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, je suis heureux de constater que, pendant son voyage, le premier ministre s'en tient servilement à la politique de son parti qui consiste à laisser à quelqu'un d'autre le soin de prendre l'initiative.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre de la Justice compte sur la ville de Toronto et sur le Québec pour mettre sur pied une enquête qu'il devrait entamer lui-même. Le premier ministre pourrait-il nous dire s'il va faire preuve d'initiative et cesser d'attendre que d'autres organismes, d'autres pays ou d'autres groupements passent à l'action? Peut-il nous dire par ailleurs si le gouvernement canadien prendra de telles sanctions contre l'Ouganda de sa propre initiative?

M. Trudeau: J'aimerais savoir ce que le député entend par son expression «de telles sanctions». S'il veut que nous appliquions à l'Ouganda des sanctions analogues à celles qui ont été prises contre la Rhodésie, je ne marche pas. Par contre, j'aimerais qu'il me donne une liste des pays dont il réprovoie les politiques et avec lesquels il faudrait suspendre, d'après lui, toutes relations commerciales.

Des voix: Oh, oh!

LES MOTIFS DE NE PAS TRAITER L'OUGANDA DE LA MÊME
MANIÈRE QUE LA RHODÉSIE

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Pour savoir si à Londres on a fait du travail vraiment sérieux ou simplement des exercices de relations publiques, pourrait-on nous dire pourquoi le gouvernement du Canada n'entend pas traiter l'Ouganda de la même manière qu'il traite la Rhodésie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il arrive rarement que les pays et les États décident collectivement de prendre des sanctions contre un seul pays. On ne l'a jamais fait pour aucun pays sauf pour la Rhodésie. C'est là la raison.

* * *

LES JEUX DU COMMONWEALTH

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À
L'INTERDICTION DE LA PARTICIPATION DE L'OUGANDA ET DU
PRÉSIDENT AMIN

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre sur la participation de l'Ouganda aux jeux du Commonwealth. La semaine dernière à Londres, le premier ministre a déclaré que si Idi Amin se sert de l'équipe ougandaise pour se faire du

capital politique ou pour glorifier son régime, celle-ci serait bannie des jeux. On ne sait évidemment pas comment l'équipe ougandaise pourrait glorifier le président avant qu'elle n'arrive ici. Je voudrais signaler au premier ministre que pendant son absence, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a dit qu'il était très peu probable qu'Amin soit invité de toute façon. La déclaration du ministre semble être contradictoire car je l'ai entendu dire au premier ministre qu'il n'exprimait qu'une opinion personnelle. Je crois qu'il faudrait dissiper ce malentendu. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a l'intention de rayer l'Ouganda des Jeux du Commonwealth de cette année?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne vois pas de contradiction entre ce que j'ai dit et ce que le ministre a dit. Si le président Amin se présente comme haltérophile ou comme lanceur de javelot, donc comme sportif, j'y songerai. Sauf erreur, il n'appartient à aucune équipe sportive et la question est donc hypothétique.

● (1120)

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, le premier ministre sait qu'Amin est un bon joueur de ballon panier. Le député de Hamilton Mountain pourrait peut-être servir de ballon. Le premier ministre n'a toutefois pas répondu à ma question qui était très précise. Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention d'exclure l'Ouganda des Jeux? C'est là une question assez directe.

Dans la même veine, serait-il également disposé à commenter la déclaration du Haut Commissaire de l'Ouganda au Canada, selon laquelle ce serait une bonne idée qu'Amin visite le Canada. Je crois que les Canadiens ne seraient pas d'accord avec le Haut Commissaire et le premier ministre non plus, j'espère. Le premier ministre pourrait-il indiquer clairement qu'il est interdit au président Amin de venir dans notre pays?

J'ai donc posé deux questions: Le gouvernement a-t-il l'intention d'interdire à l'Ouganda de participer aux Jeux et permettra-t-il à Amin de venir au pays?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'ignore si l'Ouganda a l'intention d'envoyer une équipe d'athlètes aux Jeux. Voilà ce que j'ai répondu à Londres. A mon avis, c'est une hypothèse. Si l'Ouganda décide d'envoyer une équipe, y compris son dirigeant, nous étudierons la question à ce moment-là. Je ne peux dire à l'avance que nous excluons l'Ouganda. Avant de prendre la décision, il faudra d'abord savoir s'ils ont l'intention de participer et sous quelles conditions ils viendront. Quant au président, la question est tout à fait hypothétique. Le général Amin n'a pas été invité à venir au Canada, et je ne vois donc pas ce que le député veut que je lui réponde. Je rappellerais